

## Rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires

Le Directeur Général de l'IEDOM a remis fin juin au Ministre de l'Economie et des Finances le deuxième rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEDOM, couvrant la période d'octobre 2011 à octobre 2012. Ce rapport a été publié le 4 juillet 2013 en même temps que ceux de l'IEOM et du CCSF. Les principaux enseignements en sont les suivants :

- dans toutes les géographies de la zone IEDOM sauf à La Réunion, les tarifs bancaires ont été majoritairement orientés à la hausse ;
- pour une majorité des services bancaires les plus couramment utilisés par la clientèle, les tarifs demeurent moins élevés dans les DOM qu'en métropole ;
- les frais de tenue de compte demeurent une spécificité des DOM (la plupart des établissements en perçoivent), même s'ils commencent à se développer en métropole.

- [Le rapport d'activité de l'Observatoire des tarifs bancaires de l'IEDOM](#)

- [Le Rapport de l'Observatoire des tarifs bancaires 2013 du CCSF](#)

- [Le communiqué de presse du Ministère de l'économie et des finances](#)

## INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

### Union européenne

#### 1 – BCE

Lors de sa réunion du 4 juillet 2013, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé de laisser inchangés les taux d'intérêt directeurs de la BCE. M. Draghi, Président de la BCE, a déclaré lors de sa conférence de presse que « les informations disponibles ont confirmé notre précédente évaluation. Les tensions inflationnistes sous-jacentes devraient rester modérées à moyen terme dans la zone euro. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires, et en particulier celles du crédit, demeurent atones (...). Notre politique monétaire vise à maintenir une orientation accommodante justifiée par les perspectives de stabilité des prix et à promouvoir des conditions stables sur le marché monétaire. Elle apporte ainsi son soutien à une reprise de l'activité économique qui devrait intervenir plus tard dans l'année et en 2014. S'agissant de l'avenir, l'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Le Conseil des gouverneurs prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée. Cette anticipation se fonde sur le maintien, à moyen terme, de perspectives d'inflation globalement modérée, compte tenu de la faiblesse généralisée de l'économie réelle et de l'atonie de la dynamique monétaire (...). S'agissant de l'analyse monétaire, les données récentes confirment l'atonie des évolutions de la monnaie et, en particulier, du crédit (...). Le taux de variation annuel des prêts au secteur privé est resté négatif. (...) Depuis l'été 2012, des progrès considérables ont été accomplis en termes d'amélioration des conditions de financement des banques et, notamment, de renforcement de la base de dépôts domestiques dans un certain nombre de pays en proie à des difficultés. Cette évolution a contribué à réduire la dépendance à l'égard du financement de l'Eurosystème, comme en témoignent les remboursements effectués actuellement au titre des opérations de refinancement à long terme d'une durée de trois ans. Afin de garantir une transmission adéquate de la politique monétaire aux conditions de financement dans les pays de la zone euro, il est essentiel que la fragmentation des marchés du crédit de la zone euro continue à diminuer et que la résilience des banques soit renforcée lorsque c'est nécessaire. De nouvelles avancées décisives dans la mise en place d'une union bancaire permettront d'atteindre cet objectif. En particulier, le futur mécanisme de surveillance unique (MSU) et un mécanisme de résolution unique (MRU) constituent des éléments essentiels dans le processus de retour vers un système bancaire intégré et doivent donc être mis en place rapidement. ».

#### 2 – Parlement européen

Lors du premier jour de la session plénière du Parlement, du 1<sup>er</sup> au 4 juillet, l'Union européenne a accueilli la Croatie en tant que 28<sup>ème</sup> État membre. La Croatie a été un pays candidat à l'adhésion pendant 10 ans et a pris part à un long processus de négociation durant 6 ans. En parallèle, à compter de cette date, la Hrvatska narodna banka, la banque centrale nationale de la Croatie, fait partie du Système européen de banques centrales (SEBC) et son gouverneur est membre du Conseil général de la Banque centrale européenne (BCE).

#### 3 – Eurostat

Eurostat a publié, le 2 juillet, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,2 % en mai 2013, en hausse par rapport au taux de 12,1 % relevé en avril. Dans l'UE27, le taux de chômage a été de 11,0 %, stable par rapport au mois précédent. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à mai 2012, où ils se situaient respectivement à 11,3 % et 10,4 %.

### Actualité législative

#### Publications au Journal Officiel

Ordonnance n° 2013-544 du 27 juin 2013 relative aux établissements de crédit et aux sociétés de financement :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000027617519&dateTexte=&categorieLien=id>

Du fait de l'entrée en vigueur, le 1<sup>er</sup> janvier 2014, d'un règlement européen qui sera d'application directe en droit interne et qui harmonisera la notion d'établissement de crédit au niveau communautaire, l'ordonnance crée un nouveau statut national de société de financement. Le régime législatif de ces sociétés s'inspire autant que possible de celui des établissements de crédit. L'ordonnance supprime au sein des établissements de crédit la catégorie de société financière, ainsi que celle d'institution financière spécialisée, et crée celle d'établissement de crédit spécialisé. Cette ordonnance entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

## Circulation fiduciaire

Au 30 juin 2013, les émissions nettes de billets ont progressé de 6,8 % en volume et en valeur sur un an. Le nombre de billets en circulation s'établit ainsi à 21,2 millions (contre 19,8 millions un an plus tôt), pour une valeur de 863,7 millions d'euros (contre 808,9 millions d'euros à fin juin 2012). Parallèlement, les émissions nettes de pièces ont progressé de 6,1 % en volume et de 3,4 % en valeur. Le nombre de pièces en circulation s'établit ainsi à 189,2 millions en juin 2013 (contre 178,3 millions un an plus tôt) pour une valeur totale de 25,2 millions d'euros (contre 24,3 millions d'euros un an plus tôt).

## IEDOM : publication du Rapport annuel 2012 (édition 2013)

Le 20 juin, l'IEDOM a publié la dernière édition de son Rapport annuel.

L'année 2012 est caractérisée par une activité économique au ralenti en Martinique. La progression du PIB pourrait être très modeste, ce qui le maintiendrait en dessous de son niveau d'avant la crise de 2009. Le rattrapage économique partiel observé en 2010 et 2011 marque le pas en 2012, avec pour conséquence une hausse du nombre de demandeurs d'emploi. La consommation des ménages, principal moteur de la croissance économique, est peu vigoureuse alors que l'investissement suit des évolutions variables selon les agents économiques : si l'investissement des ménages résiste, celui des entreprises est en retrait.

Pour les mois à venir, la conjoncture demeure incertaine et les difficultés économiques et financières auxquelles font face les pays occidentaux pourraient continuer d'affecter l'évolution de l'économie martiniquaise, à travers notamment les mesures de réduction des déficits publics.

Le rapport annuel de l'IEDOM est téléchargeable sur son site : <http://www.iedom.fr/martinique/publications-47/rapports-annuels-117/>

## CEROM : publication du tableau de bord pour le premier trimestre 2013

L'IEDOM a publié le tableau de bord économique de la Martinique pour le premier trimestre 2013. Ce tableau de bord est réalisé dans le cadre du partenariat CEROM (Comptes Economiques Rapides pour l'Outre-mer) qui rassemble l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM.

Au premier trimestre 2013, la conjoncture économique est peu porteuse. Le climat des affaires est dégradé, bien que stable, l'indicateur du climat des affaires restant sensiblement inférieur à sa moyenne de longue période. La consommation des ménages est en repli, alors que le chômage continue de progresser. L'investissement semble fléchir.

Le tableau de bord est disponible sur le site du CEROM : [http://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/tdb\\_cerom\\_martinique\\_juin\\_2013.pdf](http://www.cerom-outremer.fr/IMG/pdf/tdb_cerom_martinique_juin_2013.pdf)

## BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

### BTP : des perspectives de reprise dans le bâtiment ?

En cumul à fin mai 2013, le nombre total de permis de construire atteint 1 565, en augmentation de 29,9 % par rapport à l'année précédente. Cette progression ne permet toutefois pas de retrouver le niveau de 2011. En effet, entre janvier et mai 2011, le nombre de dépôts de permis s'établit à 7 345 (tous logements confondus). Début 2013, le nombre de permis relevant de logements collectifs a plus que doublé, tandis que le nombre de permis accordés pour des logements individuels est en repli de 15,9 %. Cette baisse tient principalement à la contraction du nombre de permis délivrés pour des logements individuels groupés (-52,0 %) et, dans une moindre mesure, pour des logements individuels purs (-0,4 %). En cumul annuel à fin mai, les attestations de conformité électrique sont orientées à la hausse (+30,1 %). Parallèlement, les ventes de ciment sont en retrait (-6,8 %).

Ces éléments contradictoires traduisent l'incertitude régnant dans le secteur du BTP. Malgré l'existence de certains projets, les mises en chantier tardent à se concrétiser. Toutefois, l'augmentation du nombre de permis pour des logements collectifs pourrait laisser entrevoir une reprise de la construction de logements sociaux.

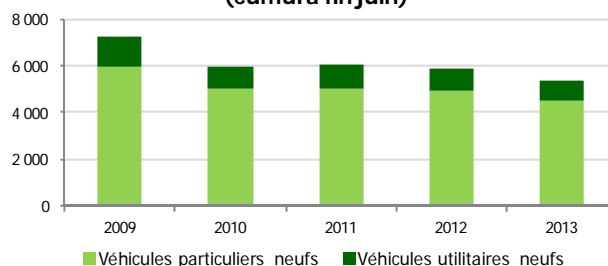
### Vente de véhicules neufs : poursuite de la dégradation

Pour les six premiers mois de 2013, les immatriculations de véhicules neufs s'élèvent à 5 352. Elles sont en nette diminution sur un an (-8,4 %). Cette baisse concerne aussi bien le segment des véhicules de tourisme (-8,6 %) que celui des véhicules utilitaires (-7,3 %). Les véhicules de marques françaises souffrent davantage de la contraction du marché. Leurs ventes sont en baisse de 16,3 % contre 2,8 % pour les véhicules de marques étrangères.

### Hypermarchés : baisse du chiffre d'affaires

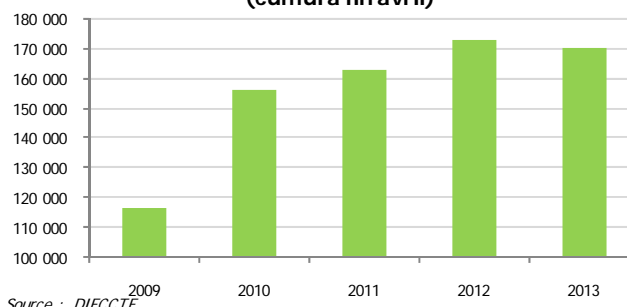
En avril, le chiffre d'affaires des hypermarchés confirme son repli. Après une croissance constante au cours des précédentes années, il est en baisse de 1,5 % en cumul depuis janvier à avril 2013, à 170,3 millions d'euros.

Immatriculations de véhicules  
(cumul à fin juin)



Source : Association Auxiliaire de l'Automobile

Chiffre d'affaires des hypermarchés  
(cumul à fin avril)



Source : DIECCTE

## INSEE : publication de l'étude sur l'emploi salarié au quatrième trimestre 2012

L'INSEE a publié son étude sur l'emploi salarié marchand aux Antilles-Guyane pour le quatrième trimestre 2012.

En Martinique, malgré une tendance à la stabilisation, le niveau de l'emploi connaît une légère reprise. Néanmoins, il demeure inférieur au niveau de début 2009.

L'étude est disponible sur le site de l'INSEE : [http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg\\_id=23&ref\\_id=20085](http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?reg_id=23&ref_id=20085)

## Visite du premier ministre : maintien de la défiscalisation

Lors de sa visite en Martinique, les 26 et 27 juin, à l'occasion du centième anniversaire de la naissance d'Aimé Césaire, Jean-Marc Ayrault a fait part de ses objectifs prioritaires pour l'Outre-mer que sont la compétitivité et la croissance, la transition énergétique, et le développement de l'économie du savoir. Il a également annoncé le maintien du dispositif de défiscalisation dans l'Outre-mer pour les PME, ainsi que l'expérimentation d'un crédit d'impôt pour certaines entreprises et pour les organismes de logements sociaux. Enfin, il a annoncé l'installation prochaine de l'antenne Antilles-Guyane de la Banque Publique d'Investissement (BPI) dont l'activité financement serait assurée outre-mer par l'Agence Française de Développement (AFD).

## ACTUALITES REGIONALES

### OECE : 57<sup>ème</sup> réunion de l'autorité de l'OECE

L'autorité de l'OECE (Organisation des Etats de la Caraïbe de l'Est) a tenu sa 57<sup>ème</sup> réunion du 2 au 4 juin à Antigua. Lors de cette rencontre, les chefs de gouvernement ont réaffirmé leur volonté d'une plus grande intégration économique, par l'adoption de la nouvelle stratégie de développement de l'OECE. Le communiqué de presse de clôture est disponible sur le site de l'OECE : <http://www.oecs.org/media-center/press-releases/secretariat/60-authority>

## PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Prix</b> (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- mai 2013	129,4	-0,2 %	+1,0 %
<b>Chômage</b> (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- mai 2013	44 406	+0,2 %	+6,4 %
<b>Allocations chômage</b> (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- mai 2013	21 629	0,0 %	+0,8 %
<b>RSA</b> (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- mai 2013	33 610	-1,0 %	-16,2 %
<b>Commerce extérieur</b> (source : Douanes)	Importations (millions d'euros)	- mai 2013	250,5	+8,8 %	-3,0 %
	Exportations (millions d'euros)	- mai 2013	54,6		+10,7 %
	Taux de couverture mensuel		21,8 %		-2,7 pts
<b>Grande distribution</b> (source : DIECCTE)	Ch. d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- avril 2013	41,1	-11,0 %	-3,7 %
	Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros)	- avril 2013	170,3		-1,6 %
<b>Vulnérabilité des ménages</b> (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- mai 2013	17 346	-0,1 %	-0,5 %
	Retraits de cartes bancaires	- mai 2013	5 005		-0,4 %

INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
<b>Trafic aéroportuaire</b> (source : CCIM)	Nombre de passagers (hors transit)	- mai 2013	122 339	-9,5 %	+12,2 %
		- cumul annuel	709 824		-16,1 %
<b>Trafic maritime</b> (source : DD PAF)	Nombre de croisiéristes	- mai 2013	0	-	-
		- cumul annuel	73 265		+19,9 %
<b>Construction</b> (source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)	- mai 2013	13 559	-11,5 %	-0,9 %
		- cumul annuel	72 541		-6,8 %
<b>Immatriculations</b> (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- mai 2013	970	+47,6 %	+0,5 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- mai 2013	140	+1,4 %	-23,5 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		5 311		-8,1 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

	taux	date d'effet
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	0,50%	02/05/2013
Taux de la facilité de prêt marginal	1,00%	02/05/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,00%	02/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,75%	1,75%	2,25%	2,50%	1,25%

\* hors prime d'Etat

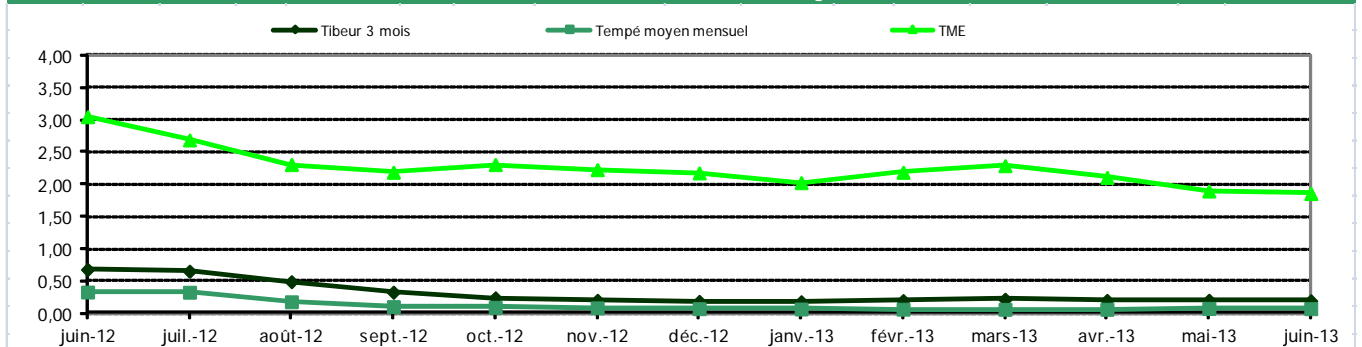
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Juin 2013)			
Mars	Avril	Mai	Juin	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0702%	0,0819%	0,0784%	0,0947%	0,1200%	0,2100%	0,3200%	0,5060%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Mars	Avril	Mai	Juin	Mars	Avril	Mai	Juin
2,11%	1,90%	1,86%	2,26%	2,31%	2,10%	2,06%	2,46%

Taux de l'usure (applicable au troisième trimestre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
<b>Prêts immobiliers</b>			
Prêts à taux fixe	5,23%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,99%
Prêts à taux variable	4,68%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,63%
Prêts-relais	5,44%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	5,01%
<b>Autres prêts</b>		Découverts en compte (1)	13,36%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,09%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,40%
Prêts d'un montant supérieur à 3 000 euros et inférieur ou égal à 6 000 euros	15,77%	<b>Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale</b>	<b>Seuils de l'usure</b>
Prêts d'un montant supérieur ou égal à 6 000 euros	11,05%	Découverts en compte (1)	13,36%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

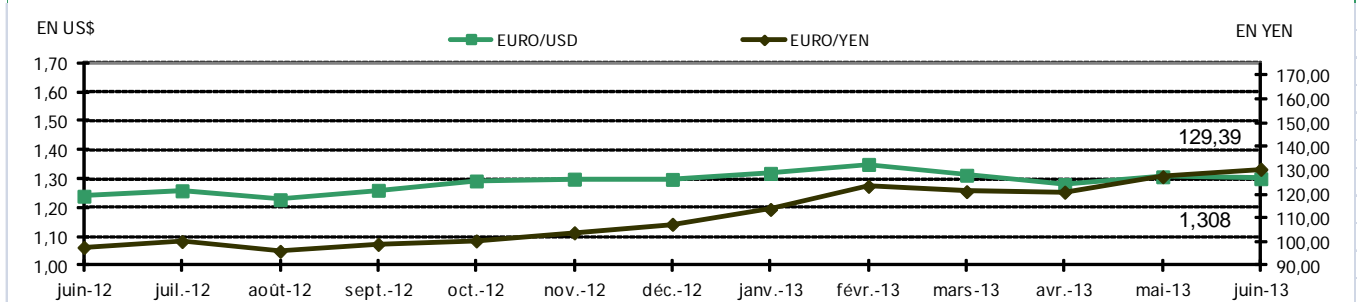
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3080	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,0704	EURO/SRD (Surinam)	4,2932
EURO/JPY (Japon)	129,3900	EURO/BWP (Botswana)	11,14320	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,3287
EURO/CAD (Canada)	1,3714	EURO/SCR (Seychelles)	15,51510	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,5546
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85720	EURO/MUR (Maurice)	40,4599	EURO/BBD (La Barbade)	2,6019
EURO/SGD (Singapour)	1,6545	EURO/BRL (Brésil)	2,8899	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,3392
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,1477	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,1858	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2853,0077	EURO/XCD (Dominique)	3,5126	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : V.-R. NUGENT

Editeur et Imprimeur : IEDOM - 1, bd du Général de Gaulle - CS 50512 - 97206 Fort-de-France Cedex

Achevé d'imprimer le 12 juillet 2013 - Dépôt légal : juillet 2013 - ISSN 1240-3822